



CDEN du 18 février 2016 Déclaration FSU

Monsieur le préfet, madame la vice-présidente du conseil départemental, madame l'inspectrice d'académie,

Vous avez pu le constater la FSU77 revendique haut et fort, ... avec les personnels du département, l'amélioration des conditions d'enseignement des élèves Seine-et-marnais. Comme vous le savez, toutes les enseignantes et enseignants, les personnels de direction, de vie scolaire, les personnels administratifs ont à cœur la réussite des élèves seine-et-marnais. Ils s'investissent fortement dans leurs métiers pour permettre à leurs élèves d'acquérir des savoirs, des connaissances, de la culture, dès la maternelle.

Ceci étant, l'amélioration du taux de réussite aux examens nationaux, de la poursuite d'études des élèves seine-et-marnais est un défi passionnant qui ne peut être relevé uniquement via l'engagement des enseignants. En effet, la destruction d'emplois, conjuguée à la baisse du pouvoir d'achat, paupérise notre société et les familles seine-et-marnaises ne sont pas épargnées. Les réductions budgétaires dans les services publics et les collectivités locales opérées au profit des entreprises, sans contrôles, ni contre-parties en terme de création d'emplois, privent les familles des compensations dont elles devraient bénéficier.

Or, pour devenir des citoyens éclairés, insérés culturellement, professionnellement dans notre société, nos élèves doivent pouvoir travailler dans des classes moins chargées, des classes à taille humaine avec des enseignants disponibles pour chacun d'eux. Des enseignants qui doivent pouvoir se former tout au long de leur carrière pour s'approprier et mettre en place progressivement des programmes qu'ils veulent ambitieux, pour réfléchir et améliorer leurs pratiques professionnelles, pour élaborer des projets librement choisis. Pour répondre à ces exigences, la formation doit être adossée à la recherche.

Nos élèves les plus en difficulté scolairement, doivent bénéficier comme cela était le cas il y a peu, d'aides dispensées par des enseignants spécialisés dont c'est le métier, et ce dès le plus jeune âge. Nos élèves en situation de handicap doivent être accompagnés par des professionnels correctement formés, dignement rémunérés et dotés d'un statut qui reconnaisse et pérennise leur métier. Tous les élèves doivent pouvoir rencontrer une d'infirmière, une assistante sociale.

De la même façon, nous revendiquons pour nos élèves, davantage d'accessibilité aux équipements sportifs et culturels en priorité pendant le temps scolaire, mais aussi durant des activités péri-scolaires qui se doivent d'être de qualité sur tout le territoire seine-et-marnais.

Pour finir, c'est parce qu'ils ont l'exigence de qualité de service rendu aux usagers que les personnels avec la FSU77 revendiquent des réformes qui apportent une plus-value et prennent en compte leurs professionnalisme, leur expérience, et leur savoir-faire .

Ces propositions pour l'Ecole que la FSU défend ne sont pas utopistes en France aujourd'hui. Elles sont réalistes à condition de changer de logique économique et sociale. Car, aujourd'hui, notre département, notre pays sont en état d'urgence, une urgence **sociale**.

C'est pourquoi les services de l'état, les collectivités territoriales doivent répondre aux besoins des populations. Ce n'est pas le code du travail qu'il faut réformer mais celui des impôts, afin d'augmenter les recettes, pour investir dans les services publics, afin de redonner confiance en l'avenir, à des citoyens de plus en plus désespérés, afin de mettre en œuvre le vivre ensemble réel.

Enfin, pour la FSU, investir dans la Fonction Publique, c'est reconnaître la qualité du travail de tous les agent-e-s. Une reconnaissance qui se doit d'être sonnante et trébuchante quand les rapports de la cour des comptes de l'OCDE donnent raison aux organisations salariales qui dénoncent la faiblesse des salaires des enseignants par rapport à leurs homologues européens. Une reconnaissance sous forme de soutien de leur hiérarchie dans les moments difficiles, quand les incidents survenus dans le quartier se prolongent à l'Ecole.

Une reconnaissance des personnels au travers même de cette instance : Pour la FSU77, le CDEN doit redevenir le lieu d'échanges et de débats entre les différents partenaires qu'il était auparavant. Un comité devant lequel chaque collègue peut exposer son questionnement et faire valoir son argumentaire, étayés par des documents reçus suffisamment en amont. Pour cela, il est nécessaire de revenir à des CDEN qui traitent séparément les questions premier et second degré, avec des temps de travail suffisamment longs, et des dates qui ne se chevauchent pas avec les assemblées départementales, afin de permettre aux élus de s'intéresser un tant soit peu aux questions d'Education dans notre département.

Monsieur le préfet, madame la vice-présidente, madame l'inspectrice d'académie, comme cette dernière de nos revendications à l'avantage à la fois de ne coûter absolument rien, et d'agréer l'ensemble des partenaires, nous ne comprendrions pas pour quels motifs vous n'y souscrieriez pas.

Merci